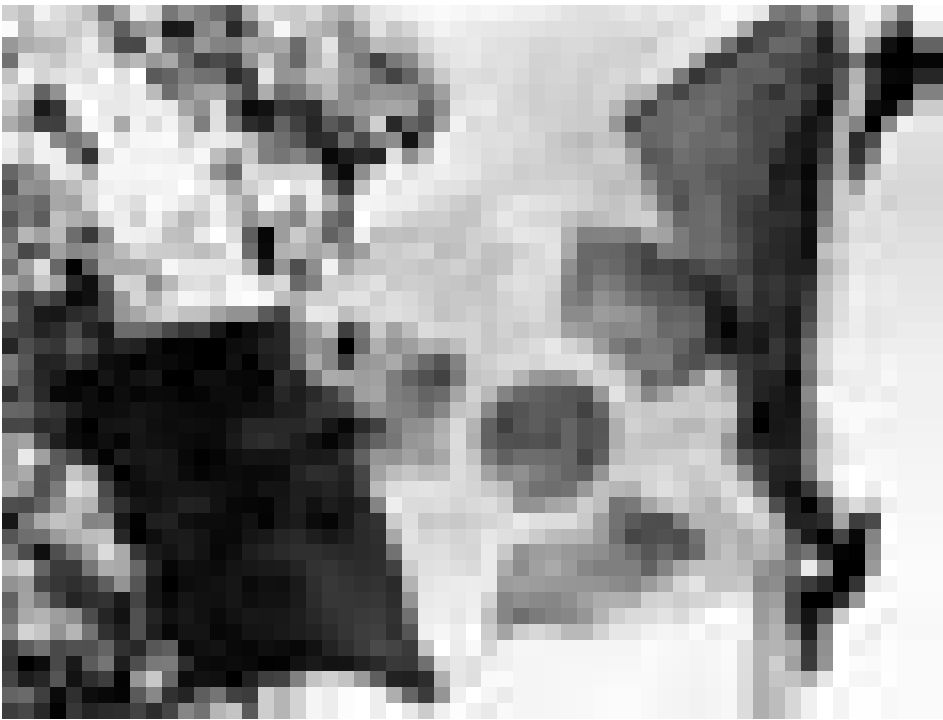


CATTENOM

"On aura pris toutes les précautions"

L'âge d'or de la mobilisation contre Cattenom: En 1992, un drapeau tricolore "mis à jour" accueille le Tour de France.



(Photo: Heng Breier)

Le phénomène des crayons combustibles défectueux à Cattenom 3 a été sommairement expliqué. Le réacteur peut donc redémarrer. Tchernobyl, c'était il y a juste quinze ans.

Le 26 avril 1986, dans la tranche 4 de la centrale de Tchernobyl, le pire des cauchemars devient réalité. Le coeur du réacteur entre en fusion et explose. Plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés sont fortement contaminés par les retombées radioactives, les conséquences pour les habitant-es et surtout les enfants seront dramatiques. Un tel accident restait-il possible quinze ans plus tard? Peut-on faire confiance aux systèmes de sécurité mis en place par nos voisins belges, allemands et français?

La centrale de Cattenom, démarrée en cette même année 1986, qui constitue la menace la plus rapprochée pour notre région, a récemment attiré l'attention des médias. Lors de l'arrêt pour maintenance de la tranche 3, on a constaté que 28 des 193 assemblages combustibles présentaient un ou des crayons défectueux. De tels défauts se sont déjà produits, mais ne concernent habituellement qu'entre un et trois assemblages. Les dégâts étaient-ils dus à un corps étranger flottant dans la cuve ou à des défauts de fabrication? Mystérieux mais inquié-

tant (voir WOXX du 13 avril: "Ghostbusters in Cattenom"). Mercredi, lors d'un "petit déjeuner de presse", les responsables de la centrale ont donné les premiers résultats: c'est la faute au "fretting", un phénomène bien connu qui consiste dans le frottement des crayons contre la plaque du bas de l'assemblage.

Une explication

Mais pour commencer ses explications, Dominique Minière, le directeur de la centrale, préfère parler de ce qui fonctionne. "Comme tous les dix ans, le circuit primaire a été testé à une pression supérieure de 1,3 fois à celle en fonctionnement normal, et il n'y a eu aucun problème", annonce-t-il avec fierté. Il explique que suite à la présence d'émetteurs de particules alpha dans ce circuit, pas moins de dix millions de FF ont été dépensés pour protéger les travailleurs pendant la procédure d'arrêt. Tout au long de la conférence de presse, l'atmosphère reste agréable et les représentants d'EDF ne donnent pas l'impression de fuir les questions. Seul le sbire avec sa caméra vidéo qui filme en permanence les journalistes est là pour rappeler que nucléaire rime avec sécuritaire.

Quand il en vient aux assemblages endommagés, Dominique Minière semble un peu plus nerveux. "Nous avons communiqué la cause aux autorités de sécurité: du frottement et des vibrations dans la grille du bas." Qu'est-ce qui provoque ces vibrations? "Bonne question", constate le directeur, "nous prévoyons encore quatre à six mois d'enquêtes. Plusieurs causes peuvent concourir, par exemple des grilles défectueuses." L'origine du matériel EDF est-il traçable? Oui, affirme Dominique Minière, mais ce n'est "pas facile". Il a raison de se montrer prudent, la traçabilité est loin d'être parfaite. Récemment l'or-

ganisation WISE-Paris a révélé que le système de contrôle de qualité de la société CEZUS, fabriquant les gaines des crayons, avait eu un défaut. La technocratie du nucléaire a essayé d'occulter ce problème, ce qui fait que les gaines suspectes ont été assemblées. Aujourd'hui elles se retrouvent distribuées sur 1.263 assemblages combustibles (chacun contenant plus de 200 crayons), sans que l'on puisse les retrouver.

Traçabilité parfaite?

Cependant, d'après EDF, les assemblages défectueux à Cattenom ont été fabriqués avant la défaillance du contrôle de qualité. La réaction de Michael Schneider de WISE-Paris, contacté par WOXX: "Si c'est pas CEZUS, c'est bien pire. Il doit y avoir un autre défaut de fabrication qui a échappé aux contrôles. Combien d'assemblages sont concernés, et où sont-ils?" Dominique Minière ne s'embarasse pas de telles questions. "On prévoit de redémarrer fin avril, début mai. L'important, c'est d'avoir un coeur de réacteur hyper-étanche." Mais est-ce qu'il est sûr que le "fretting" ne se reproduira plus? "Avant de redémarrer, on aura pris toutes les précautions. On ne remet plus les assemblages défectueux." Un collaborateur renchérit: "C'est comme une voiture. Quand les bougies sont cassées, on les remplace et on repart."

La soif d'apprendre des sorciers du nucléaire effraie. A Tchernobyl, dit-on, les techniciens avaient tenté une expérience lors d'un arrêt de tranche. En France comme en URSS, il y a une structure politico-militaro-technocratique qui est supposée s'autoréguler. Sans vouloir dramatiser un incident peu menaçant jusqu'ici, il faut rappeler que des ruptures et des déplacements de crayons comme il y en a eu à Cattenom peuvent conduire à une situation où on ne peut plus insérer les éléments de contrôle de la réaction nucléaire. C'est la leçon de Tchernobyl: Des choses arrivent que les experts n'avaient pas prévues et elles ont des conséquences qu'ils avaient exclues a priori.

Un risque calculé

Un autre point inquiète: Une journée d'arrêt supplémentaire coûte approximativement un million de FF. Est-ce la raison qui pousse EDF à redémarrer le réacteur au lieu d'attendre la fin de l'enquête? Dominique Minière se veut rassurant: "Redémarrer avec un risque, économiquement ce n'est pas intéressant." Les coûts d'un arrêt intempestif pourraient être cinq à dix fois plus élevés que ceux de l'arrêt normal. Cela ne convainc qu'à moitié: Si EDF estime que la probabilité d'un second arrêt est petite, cela peut être économiquement intéressant de prendre un risque calculé. Un risque calculé en termes d'argent, incalculable en termes de sécurité.

Raymond Klein

Staatsknete gerecht verteilt?

Robert Mehlen, ADR-Abgeordneter, wollte vom Budgetminister mehr wissen über die Subventionierung der großherzoglichen Presse. Geantwortet hat auf die parlamentarische Anfrage allerdings Staats- und Medienminister Juncker. Nachdem er erklärt hat, dass die Verteilung der Gelder aufgrund eines Referenzbetrags gerechnet wird, der sich an den Lohnkosten und dem Papierpreis orientiert (ein Drittel davon wird zu gleichen Teilen auf alle Zeitungen verteilt, daneben gibt's pro Durchschnittsseite noch einmal ein 2325stel), gibt Juncker Auskunft darüber, wie sich im Jahr 2000 die 156,2 Millionen auf die verschiedenen Presseorgane aufteilten: Spitzenreiter ist wie immer das "Luxemburger Wort" mit fast 47 Millionen, recht dicht gefolgt vom "tageblatt" mit über 35 Millionen. Danach geht's steil bergab: Während "journal", "Zeitung", "Télécran" und "Revue" noch zwischen 18,5 und 10 Millionen lagen, fielen für den "jeudi" nur noch 9, fürs "Land" 7,6 Millionen ab, derweil die "woxx" mit 6,8 Millionen wieder am Schluss der Hitparade steht. Auch wenn der Subventionskuchen an sich gewachsen ist, kriegen die Kleinen proportional weniger davon ab - der neue Verteilungsmodus kommt vor allem "Wort" und "tageblatt" zugute.

Sessellift für die Hauptstadt?

Schon voriges Jahr hatte Léon Nilles sein Projekt eines "téléphérique" als Verkehrslösung für die Hauptstadt unter die Leute gebracht. Die Seilbahn, die das Fischmarktviertel, das Kirchberg- und das Rahmplateau miteinander verbinden soll, wird nun am nächsten Donnerstag, den 26. April, um 18.30 Uhr, am "Institut supérieur de technologie" auf Kirchberg noch einmal vorgestellt. Dabei soll eine "visualisation photo réaliste" dafür sorgen, dass die verschiedenen Varianten miteinander verglichen werden können. Laut Autor soll das Projekt die Verkehrs- und Parkingprobleme der Stadt Luxemburg lösen und eine direkte und schnelle Verbindung der verschiedenen touristischen Attraktionspunkte herstellen. Dazu soll die Altstadt von optischen Störfaktoren und Verschmutzung befreit werden. Und die "Kiischt um Kuch": der Ausblick auf ein einzigartiges Panorama der Hauptstadt. Eine weitere Konkurrenz für die schubladisierten Stadtbahnpläne, denn neben einem "Sessellift" sieht die Tram ziemlich alt aus - aber vielleicht gibt's ja noch eine Kombi-Variante?

Régularisation sans les familles albanaises

46 familles et six célibataires albanais du Kosovo viennent de signer une pétition plaidant leur inclusion dans la régularisation des sans-papiers, qui est en train d'être préparée par le Gouvernement. Ayant cherché refuge au Luxembourg lors de la guerre du Kosovo, ils s'étonnent que la date limite de résidence pour être considéré lors de la procédure de régularisation ait été fixée au 1er juillet 1998 - alors que la guerre a commencé après cette date. Et de ceux et celles qui sont retourné-e-s au Kosovo depuis, on rapporte: "Leur situation là-bas est des plus difficiles: sans emploi, des maisons souvent détruites et inhabitables." En appréciant l'accueil des réfugié-e-s à "bras ouverts" dans notre pays et les efforts du Luxembourg - parmi d'autres - pour aider à reconstruire le Kosovo, les signataires de la lettre renvoient cependant à l'impossibilité d'un retour vu la situation économique désastreuse. Et d'ajouter: "Aider le Kosovo, c'est aussi aider les Albanais du Kosovo présents au Luxembourg en leur permettant de travailler, de se régulariser, en attendant que la situation économique s'améliore là-bas." A voir si M. Frieden et ses troupes chrétiennes-sociales changeront encore d'attitude sur ce point dans les prochaines semaines et renonceront ainsi à de nouveaux refoulements.

